

Année record pour le chikungunya en France métropolitaine

Depuis mai, la transmission du virus tropical a atteint le nombre de 382 cas autochtones, du jamais-vu

Des foyers de chikungunya plus nombreux et de plus en plus importants : la diffusion de ce virus d'origine tropicale bat tous les records cette année en France métropolitaine. Pas moins de 382 cas répartis dans 38 villes ont été identifiés depuis début mai, y compris dans trois régions (Grand-Est, Nouvelle-Aquitaine et Bourgogne-Franche-Comté) qui n'avaient jusque-là jamais été touchées, selon le bulletin de Santé publique France (SPF) publié mercredi 10 septembre.

Les plus gros foyers sont enregistrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont l'un allant jusqu'à 71 cas à Antibes (Alpes-Maritimes), un autre de 51 cas à Fréjus (Var) et un de 46 cas à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Mais aussi, plus exceptionnel, en Nouvelle-Aquitaine, avec 54 cas à Bergerac (Dordogne). Jamais on n'avait vu un virus transmis par les moustiques s'implanter à ce point dans l'Hexagone. En parallèle, l'*Aedes albopictus*, surnommé moustique-tigre, a aussi contaminé 21 personnes par la dengue. L'arrivée de l'hiver mettra un terme provisoire à ces épidémies.

«Corridor d'importation»

«Les conditions sont exceptionnelles cette année : l'épidémie de chikungunya à La Réunion a servi de pompe à virus d'une puissance phénoménale et les températures ont été très élevées en métropole», explique Xavier de Lamballerie, responsable du Centre national de référence sur les arbovirus, c'est-à-dire les virus ayant pour vecteur les arthropodes hématophages (moustique, moucherons piqueurs, tique...).

Pour se diffuser sur le territoire métropolitain, le virus du chikungunya doit auparavant être importé de territoires où des épidémies sont déjà en cours. En l'occurrence, depuis mai, au moins 966 personnes sont revenues de voyage en étant contaminées, dont 76 % de La Réunion. «Il y a un corridor d'importation de la maladie

die cette année, donc on ne verra pas nécessairement autant de cas l'année prochaine», veut rassurer Christophe Rapp, infectiologue à l'hôpital américain de Paris et président de la Société française de médecine des voyages.

Pour la première fois, cet été, des foyers n'ont pas eu pour origine des cas importés, mais des personnes venues d'autres foyers métropolitains. Les investigations de SPF ont ainsi permis de rattacher les premiers cas de Grasse ou de Saint-Vallier-de-Thiey (Alpes-Maritimes) et de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) au cluster d'Antibes, ville où ont eu lieu les infections. Une situation inédite qui «ouvre la porte à des épidémies de plus grande ampleur», selon Xavier de Lamballerie.

Autre facteur important, l'activité du moustique est renforcée par les températures. Et, de fait, l'été 2025 a été le troisième plus chaud jamais enregistré en France, ce qui a été un facteur déterminant. Plus il fait chaud, plus les larves se développent vite – une semaine suffit pour passer de l'œuf à l'adulte par grande chaleur.

Les fortes températures écourtent également la durée nécessaire à un virus pour infecter les glandes salivaires du moustique-tigre après son repas de sang, c'est-à-dire le temps avant qu'un moustique ne puisse infecter une autre personne. Cette durée est particulièrement courte avec le chikungunya, allant de trois à sept jours chez le moustique-tigre métropolitain, comme l'a montré une étude française publiée en

Les coupelles de fleurs, les terrasses mal drainées sont de véritables paradis pour les femelles moustiques

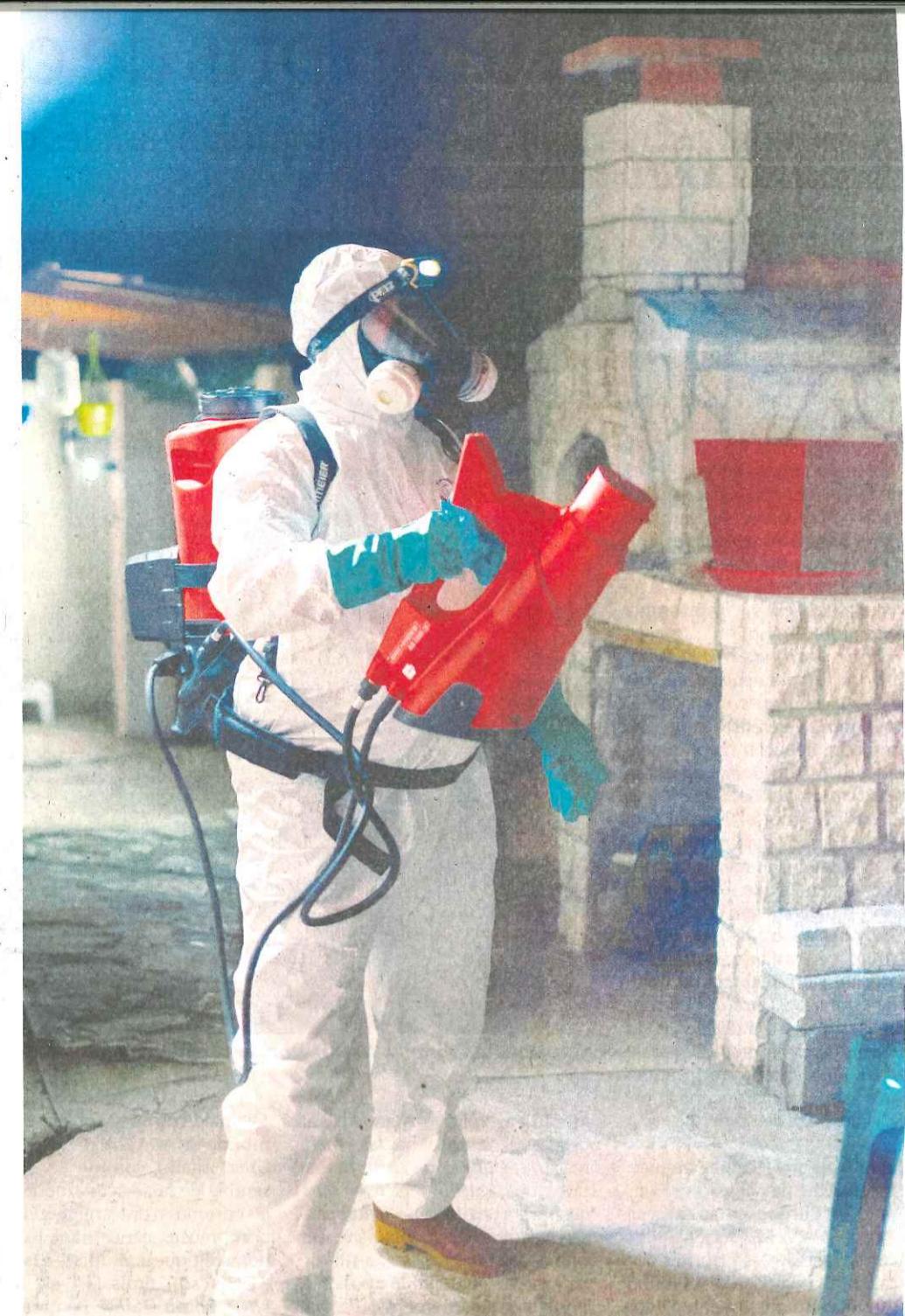
mai 2024. «Il a également été démontré que le virus du chikungunya est particulièrement adapté au moustique métropolitain», souligne Xavier de Lamballerie. Il se réplique mieux dans cette lignée que dans le moustique-tigre de La Réunion, par exemple.

Enfin, «la possibilité de transmission d'arbovirus existe partout, mais la probabilité est beaucoup plus importante dans le Sud», rappelle Xavier de Lamballerie. Le nombre de moustiques-tigres présents sur le territoire a beaucoup évolué en vingt ans, depuis le premier signalement de sa présence, à Menton (Alpes-Maritimes), en 2004, due à des pneus importés. Le moustique-tigre a peu à peu colonisé la quasi-totalité des départements (81), mais sa population reste plus dense dans le Sud.

Immense garde-manger

Cette emprise géographique va aller crescendo dans le futur, sous l'effet du réchauffement climatique, comme le démontre une étude française publiée le 20 août dans la revue *Global Change Biology*. «La niche écologique du moustique-tigre continue de s'agrandir en Europe avec le changement climatique; c'est la première fois que nous parvenons à le démontrer formellement, grâce à la modélisation», relève Didier Fontenille, directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement, qui cosigne l'étude. Des villes comme Londres, Vienne ou Zagreb, tout comme l'ouest de la France, sont récemment devenues propices au moustique-tigre.

Le risque de transmission va augmenter plus vite en milieu urbain, où les températures sont généralement plus élevées. Les gîtes larvaires, c'est-à-dire les endroits propices au développement des larves de moustiques, y sont également plus nombreux. Les coupelles de fleurs, les terrasses mal drainées ou les chambres de tirage permettant le passage des câbles de réseaux télécom-



Démoustication à La Fare-les-Oliviers (Bouches-du-Rhône), le 19 août. ANNE MOCAER POUR « LE MONDE »

munications sont autant d'endroits où de petites quantités peuvent s'accumuler. De véritables paradis pour les femelles moustiques qui s'en servent de pouponnières. Enfin, la densité humaine des villes est une aubaine pour ces dernières, qui trouvent ainsi un immense garde-manger pour les repas de sang nécessaires à la maturation de leurs œufs. Elle favorise aussi les chaînes de transmission, le moustique-tigre se déplaçant en général dans un rayon assez réduit de 150 mètres. «On est tous surpris par l'ampleur du phénomène cette année, mais cette si-

tuation se reproduira sans aucun doute dans le futur», avertit Didier Fontenille.

Cette nouvelle donne impose d'améliorer la surveillance, principalement basée sur la détection de cas dans la population, en accroissant la surveillance de l'environnement. L'agence régionale de santé d'Occitanie étudie cette piste avec la mise en place du projet Misarbo, centré sur l'analyse de l'ADN environnemental. Concrètement, les chercheurs de la biotech montpelliéenne IAGE étudient la quantité de virus retrouvée dans les moustiques pris dans leurs pièges. «Les opérations

de démoustication sont tournées vers les zones où les moustiques pullulent, mais il faut plutôt se concentrer sur les zones où les moustiques sont les plus porteurs, là où il y a le plus de virus», développe Franz Durandet, président d'IAGE.

«La vraie difficulté des maladies vectorielles, c'est la prévention, puisque, par définition, elles ne sont pas éradicables», prévoit Christophe Rapp. Cela passe par une mobilisation des citoyens, des collectivités et des entreprises privées pour faire disparaître les zones de rétention d'eau. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Une mission sur la «fracture écologique» lancée in extremis

Voulue par le ministère de la transition écologique, cette étude, menée par trois économistes, doit mesurer l'impact du changement climatique

Une mission pour tenter d'amoindrir l'offensive des climatosceptiques contre la transition écologique. Lundi 8 septembre, quelques heures avant d'échouer à obtenir la confiance de l'Assemblée nationale, le premier ministre, François Bayrou, signait une lettre pour lancer une mission «qui aura pour objectif de documenter et de quantifier l'étendue de la fracture écologique ainsi que de formuler des recommandations pour en mitiger ses effets», selon le document que *Le Monde* a pu consulter.

Cette idée avait été émise par la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, lors de ses vœux, le 28 janvier. A l'époque, les attaques de l'extrême droite et de la droite contre les agences de l'environnement se multipliaient. Lors de sa déclaration de politique générale, le 14 janvier, François Bayrou avait lui-même critiqué les agents de l'Office français de la biodiversité

qui «viennent contrôler le fossé ou le point d'eau avec une arme à la ceinture, dans une ferme déjà mise à cran, c'est une humiliation, et c'est donc une faute». Quelques mois après la crise agricole et dans le sillage de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, de nombreux responsables politiques décrivaient l'écologie comme un effort demandé par les «élites» aux catégories populaires et aux travailleurs.

Faire le panorama complet

La proposition d'Agnès Pannier-Runacher avait ensuite été validée par Emmanuel Macron et François Bayrou lors d'un conseil de planification écologique, le 31 mars. «Dans ce contexte politique où beaucoup de personnalités politiques attisaient l'idée d'une écologie pour les bobos et contre les classes populaires, nous voulions avoir un vrai travail d'économistes pour expertiser les conséquences du changement climati-

que, des pollutions et de l'affondrement de la biodiversité dans différents territoires et sur différentes catégories de la population», explique le cabinet de la ministre.

Ce travail, aussi scientifique que politique, a été confié à trois membres du Conseil d'analyse économique, Katheline Schubert, Fanny Henriet et François Fontaine. Leur intention est de faire une revue de la littérature scientifique existante mais aussi de mener des auditions. Le périmètre de la mission englobe plusieurs thématiques importantes : l'impact des changements environnementaux sur les revenus de certains professionnels qui subissent les pollutions ou l'affondrement de la biodiversité ; le confort des logements, notamment la question des «passoires thermiques» ; le pouvoir d'achat, également, avec la hausse des coûts de l'énergie et les questions de patrimoine et de capital.

«Nous devons arriver à faire le panorama le plus complet possible,

L'intention est de faire une revue de la littérature scientifique existante, mais aussi de mener des auditions

en nous appuyant sur des études qui ont déjà été menées par exemple par Météo-France sur les territoires, estime Katheline Schubert. Nous mènerons une analyse économique, la principale difficulté étant que le changement climatique a des conséquences multidimensionnelles, il concerne beaucoup de secteurs économiques comme l'agriculture, le bâtiment, mais aussi les ménages et leur bien immobilier, les assurances, la santé publique...»

Après un rapport préliminaire en janvier 2026, ce travail devrait

aboutir à l'été de la même année, la ministre démissionnaire espérant qu'il ait de l'influence sur les dernières négociations budgétaires avant l'élection présidentielle de 2027. Lors des discussions sur les amendements proposant la suppression des zones à faibles émissions, lors de l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique, Agnès Pannier-Runacher avait ainsi tenté d'expliquer à plusieurs reprises que la pollution de l'air affectait beaucoup plus les catégories populaires habitant près des grands axes.

Des aides plus ciblées

Le ministère de la transition écologique aurait aussi aimé que les aides à l'achat de véhicules propres soient plus ciblées sur les premiers déciles. Le travail de la mission pourrait apporter de nouveaux arguments à l'Hôtel de Roquelaure. «Les catégories populaires subissent les conséquences du dérèglement climatique et

environnemental, mais elles sont aussi celles pour lesquelles le coût de l'effort est le plus important à payer, l'un des grands défis est d'arriver à alléger ce coût tout en diminuant les impacts négatifs au niveau environnemental», poursuit Katheline Schubert.

Cette initiative politique confirme une légère inflexion dans une partie du bloc macroniste sur les questions sociales liées à la transition écologique. Alors que le Rassemblement national attise les colères contre la transition écologique, le parti Renaissance a proposé cet été toute une série de mesures, notamment une taxe carbone «progressive en fonction des revenus et des lieux de vie». Reste à savoir si la ou le successeur d'Agnès Pannier-Runacher montrera un intérêt équivalent pour les travaux de cette mission qui n'ont même pas commencé au moment où le gouvernement démissionne. ■

MATTHIEU GOAR